Burundi : le n°2 de la tentative de putsch de mai plaide coupable

@rib News, 05/01/2016 - Source AFP Le nÂ°2 de la tentative de coup d'Etat militaire des 13 et 14 mai au Burundi, le gÃ©nÃ©ral Cyrille Ndayirukiye (photo), a plaidÃ© coupable lundi devant la Cour suprÃªme qui juge 28 policiers et militaires impliquÃ©s, ont indiquÃ© mardi des sources judiciaires et des tÃ©moins. "Je ne pouvais pas rester les bras croisÃ©s alors que la police Ã©tait en train de tuer la population, pendant que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza jouait au football et que les soldats (...) semblaient indiffÃ©rents", a dÃ©clarÃ© le gÃ©nÃ©ral Ndayirukiye, entendu pour la premiÃ¨re fois sur le fond, selon des propos rapportÃ©s par ces sources.

Le prÃ©sident Nkurunziza est fÃ©ru de football et joue rÃ©guliÃ¨rement des matchs avec sa propre Ã©quipe. Deux gÃ©nÃ©r de l'armÃ©e et deux commissaires de police ont eux aussi plaidÃ© coupable lundi, adoptant la mÃªme ligne de dÃ©fense. Le 13 mai, aprÃ¨s deux semaines de manifestations brutalement rÃ©primÃ©es, parfois Ã balles rÃ©elles, contre la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ©, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Nyombare, ancien patron des services de renseignement, avait annoncÃ© la destitution du chef de l'Etat, en dÃ©placement Ã l'Ã©tranger. Le coup s'Ã©tait soldÃ© le lendemain par un Ã©chec et la reddition d'au moins trois meneurs, dont le gÃ©nÃ©ral Ndayirukiye, ancien ministre de la DÃ©fense et la fuite du gÃ©nÃ©ral Nyombare, chef des mutins. "Notre objectif Ã©tait de faire respecter lâ€™accord de p dâ€™Arusha (ayant permis la fin de la guerre civile qui ravagÃ© le pays de 1993 Ã 2006) et la Constitution du Burundi, violÃ© par Nkurunziza" et qui lui interdisaient de se reprÃ©senter, a poursuivi le gÃ©nÃ©ral Ndayirukiye. Selon un tÃ©moin, l'accusÃ© se dÃ©fend seul, ayant rejetÃ© l'avocat commis d'office aprÃ¨s la rÃ©cusation de sa dÃ©fense par la Cour. Refusant de "porter seul le chapeau avec ses co-dÃ©tenus", il a demandÃ© "une confrontation avec le ministre de la DÃ©fense de l'Ã©poque, le gÃ©nÃ©ral Pontien Gaciyubwenge (limogÃ© depuis), et le chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Prime Niyongabo (toujours en poste), avec qui nous avons planifiÃ© cette tentative et qui me donnaient les ordres". Le prÃ©sident de la Cour, Albert Nduwimana, a rejetÃ© cette requÃªte, expliquant qu'aucun Ã©lÃ©ment dans le dossier ne permettait de les convoquer. Le procÃ¨s des 28 accusÃ©s, qui encourent la perpÃ©tuitÃ© s'est ouvert le 14 dÃ©cembre Ã Gitega (une centaine de km Ã l'est de Bujumbura), oÃ¹ ils sont dÃ©tenus. L'audience devait reprendre mercredi avec le rÃ©quisitoire, selon une source judiciaire. L'Ã©chec du coup d'Etat militaire, la brutale mise au pas des quartiers contestataires de Bujumbura mi-juin et la rÃ©Ã©lection mi-juillet de M. Nkurunziza, n'ont pas empÃªchÃ© les violences de s'intensifier. D'ex-putschistes ont dit avoir mis sur pied une rÃ©bellion pour chasser M. Nkurunziza du pouvoir.